

## **Orientations Budgétaires**

### **Déclarations des groupes CGT et FSU**

Les groupes C.G.T. et FSU souhaitent tout d'abord féliciter l'exécutif régional pour sa capacité de synthèse. En effet, réduire la présentation des priorités budgétaires régionales de 55 pages pour 2018 à 15 pages pour 2019 relève d'un sens aigu du résumé. Malheureusement, et plus sérieusement, nous avons le sentiment qu'il s'agit avant tout d'un manque de transparence, d'une opacité voulus. Manque de transparence aggravé par l'absence des élus lors des réunions de nombreuses commissions et même parfois des services. Comment dans ces conditions le CESER peut-il travailler correctement ? Il s'agit d'un manque de considération pour les représentants de la société civile organisée que nous sommes qui va à l'encontre des déclarations d'intention du Président de Région à l'égard de notre institution.

Dans ces conditions le travail de certaines commissions a été rendu difficile voire impossible tant le contenu de ce Rapport sur les Orientations Budgétaires est indigent sur tous les aspects de la politique et des orientations régionales dont certaines relèvent pourtant des compétences premières du Conseil Régional comme la Formation Professionnelle, les Transports ou le Développement économiques expédiés en

quelques lignes ou au mieux en quelques paragraphes de considérations générales.

Malgré tout, une chose est claire : la poursuite des politiques engagées par la majorité régionale depuis 3 ans. Politiques qui, comme nous l'avons dénoncé lors de précédentes déclarations, se situent dans le cadre d'orientations européennes visant à la spécialisation et à la mise en concurrence des territoires. Politiques qui conduisent à ne concevoir toute action, toute intervention que dans le cadre de clusters, de Pôle de compétitivités ou autres OIR. Cela aboutit à la relégation de pans entiers du territoire régional non intégrés dans cette stratégie et à la mise en concurrence des populations et des travailleurs.

Pourtant les résultats ne sont pas probants. Alors que l'exécutif avait fait de l'emploi sa priorité, le taux de chômage de PACA est actuellement de 10,6%, classant notre région parmi les plus mauvais élèves en matière d'emploi ... En matière de transports des arrêts de bus sont supprimés notamment dans l'arrière pays Varois, l'offre de service ferroviaire a diminué et des gares ferment en contradiction totale avec les discours de la COP d'avance et les urgences climatiques.

Trois termes, inscrits dans l'introduction résumant assez bien l'ambition de l'exécutif régional : gérer, accompagner, aider. Pensons-nous réellement qu'avec de telles ambitions PACA va devenir « un territoire attractif, innovant et dynamique » comme cela est revendiqué ? Plus grave encore, cette absence d'ambition se traduit par une diminution de dépenses de fonctionnement de 178 millions d'euros en comparaison des dépenses réelles de 2018 et par de réelles interrogations sur les capacités d'investissement. Voilà bien le signe d'une région en panne d'ambition et de vision stratégique comme le soulignent les contributions de plusieurs commissions du CESER.

Comme l'a regretté le C.E.S.E.R. dans de précédents avis, nous cherchons vainement dans ce Rapport d'Orientation Budgétaire un projet régional porteur d'une vision prospective globale et d'une ambition pour la région à la hauteur des enjeux en termes de réponse aux besoins tant en matière de Formation, de Transports, d'aménagement, de développement économique, d'infrastructures que d'environnement,...

La « trajectoire budgétaire rigoureuse » revendiquée par l'exécutif régional se traduit par une région recroquevillée où les déclarations d'intention tiennent lieu de politiques. Des sujets aussi divers et importants que l'habitat, la cohésion sociale, la protection du foncier agricole,

la filière maritime, la vie associative, et bien d'autres ... sont absentes de ce rapport sur les orientations budgétaires.

Arrêtons-nous sur le Plan climat, intitulé « Une COP d'avance », mis en exergue par l'exécutif. Nous en cherchons toujours la déclinaison dans les différentes orientations sectorielles ! Et il faudra certainement plus que des bornes électriques au bord des routes, des panneaux photovoltaïques sur le toit de quelques lycées ou quelques cars électriques pour répondre aux enjeux du réchauffement climatique et aux urgences qui en découlent.

Les groupes CGT et FSU considèrent que les moyens existent dans ce pays pour financer les investissements, l'emploi, la formation, la recherche, l'aménagement du territoire, les services publics... Enfermer les collectivités dans un carcan budgétaire et les mettre à la merci des marchés financiers n'est pas supportable. Une autre utilisation des richesses créées, des fonds publics, du crédit, de l'épargne et des profits des entreprises est possible afin de permettre de répondre aux besoins des populations et des territoires. C'est ce que devraient porter les régions notamment au sein de l'A.R.F.

Les groupes CGT et FSU voteront l'avis qui souligne à juste titre les incohérences et les zones d'ombre de ce Rapport sur les Orientations budgétaires.